

HUBERT VÉDRINE

Ancien ministre des Affaires étrangères, France

Merci bien.

Première remarque. Quand on parle « d'ordre » international, est-ce qu'on parle de l'ordre de 1945 ou de l'ordre, entre guillemets, qui aurait été élaboré après la fin de l'Union soviétique, c'est-à-dire à partir de 1992 ? Déjà, il y a ambiguïté puisqu'il n'y a pas eu d'équivalent, après la fin de l'Union soviétique, de négociations, de rencontres, de nouveaux textes, de nouvelles organisations. Il y a eu la croyance occidentale, au sens très large, que leurs conceptions, qui viennent d'être rappelées, allaient s'imposer à l'ensemble du monde: démocratie de marché, libéralisme non encadré, transformation de l'économie globale de marché en une économie financiarisée à l'excès, etc. Pour moi, les événements actuels ne sont donc pas tellement la remise en cause d'un ordre mondial, qui n'a jamais très bien fonctionné depuis, mais c'est la remise en cause d'espérances ou d'illusions des occidentaux et de l'ensemble des élites mondialisées, dans pas mal de pays dans le monde, qui ont joué cette carte.

Cela m'amène à la révolte des peuples. J'ai parlé, dans un article, d'une « insurrection » électorale. Evidemment, ce n'est vrai que là où il y a démocratie et élections. On l'a vu aux États-Unis, mais on peut le voir en Europe aussi. Le point commun est, me semble-t-il, les classes populaires et les classes moyennes qui se rebellent. Il y a la question du décrochage économique. Quel est le rôle des excès des inégalités dans la mondialisation ? Quel est le rôle de la crise de 2008 ? Majeur! Mais il y a aussi – je crois, mais on peut en discuter – le sentiment d'une perte d'identité, de souveraineté, de sécurité. Les élites mondialisatrices des dernières décennies ont considéré que c'était des demandes insupportables, passéistes, réactionnaires, dangereuses. Il y a tout un travail qui a été fait, non pas pour répondre à ces demandes de freinage ou d'encadrement, mais pour les disqualifier, les discréditer, les ridiculiser. Il me semble que les peuples qui se rebellent, par exemple en élisant Trump ou d'autres ailleurs, se vengent de cette approche. Je crois que nous avons à réfléchir sur ce point, y compris en ce qui concerne les peuples et la question européenne.

Dans l'affaire du libre-échange, à quoi assistons-nous ? Les annonces de Trump, élu par des classes moyennes américaines qui ont le sentiment d'avoir été bafouées, d'être les perdants de l'affaire, jusqu'où cela peut-il aller ? Serait-ce justifié de parler de démondialisation s'il y avait simplement une pause dans la mondialisation ? S'il n'y a plus l'accord Europe-États-Unis, plus la remise en cause de l'accord États-Unis-Pacifique, absurdité dont les Chinois profiteront naturellement, a lieu, est-ce que cela veut dire pour autant « démondialisation » ? Cela se discute. Cela pourrait être simplement un ralentissement, un encadrement, une régulation. Peut-être faut-il trouver des mots qui permettent de distinguer ces différents phénomènes ?

Ensuite, n'oublions pas, que nous sommes ici dans une réunion plutôt géopolitique et que si on était dans une réunion centrée sur l'écologie, on ne poserait pas du tout la même question et on se demanderait simplement si l'*écologisation* de l'industrie, de l'agriculture, des transports, de la construction, etc... va être assez rapide pour arrêter le compte à rebours des catastrophes. Notre approche de l'ordre mondial ne couvre donc peut-être pas l'ensemble des sujets.

N'oublions pas non plus qu'au sein de l'islam, il y a deux gigantesques affrontements : le réveil de l'affrontement classique sunnites-chiites, qui durera jusqu'à ce que, par fatigue, il y ait au Moyen-Orient entre eux une sorte d'accord de paix ou, en tout cas, de cohabitation ; d'autre part, l'offensive d'une minuscule minorité, extrémiste, salafiste, jihadiste, on l'appelle comme on veut, qui peut aboutir au terrorisme et qui est d'abord en lutte avec l'ensemble des autres. Les musulmans qui ne sont pas sur ses lignes. On ne peut pas oublier cela, parce que c'est un autre calendrier, c'est une autre chronologie que la remise en cause qu'évoque Kevin Rudd. Les tenants de la

mondialisation, libéralisation systématique, avaient vécu dans l'idée qu'elle allait dissoudre les identités, et les affrontements classiques. Manifestement, ce n'est pas le cas. Il faut donc se demander si l'on va pouvoir reprendre le contrôle de tout cela.

Prenons maintenant l'exemple de Trump. L'élection de Trump est une sorte de coup de foudre qui a foudroyé beaucoup de gens. Cela a stupéfait toute une partie des occidentaux, notamment les médias. Il faut se demander pourquoi quelque chose qui était prévisible, envisageable en tout cas, possible, était *impensable* ? C'était impensable pour des raisons idéologiques, peut-être dogmatiques, peut-être un peu comme les religions qui ne sont pas capables d'admettre une remise en cause radicale. Qu'est-ce que cela va entraîner ? Nous allons le voir. On ne va pas développer ce que va faire Trump en vrai car on n'en sait rien, mais il va falloir observer de près ce qui va être la réaction et les engrenages, Trump-Russie, Trump-Chine, Trump-accords commerciaux, Trump-Europe. Il faut dépasser le stade de la sidération, réfléchir, et nous organiser.

Une des vraies questions concernant l'Europe, c'est de savoir si les Européens, face à Trump, vont seulement s'ériger en gardiens des « valeurs ». C'est un peu la tâche que le Président Obama a confiée à Madame Merkel, qui s'est placée sur ce terrain. Ou est-ce que cela va réveiller, chez les Européens, la volonté de défendre leurs intérêts ? Par exemple, Trump dit qu'il veut se libérer de l'accord de Paris sur le climat. Soit les autres États vont se désespérer en disant « c'est tragique », soit ils vont dire « les États-Unis sortent mais, nous, on continue ; ils ne veulent pas appliquer l'accord sur l'Iran, nous, on l'applique » etc... Il y a donc un choix à faire, de la part des Européens et de beaucoup de grands alliés des États-Unis, pour savoir s'ils doivent attendre, en tremblant, ce que Trump va faire, en espérant qu'il devienne plus pragmatique. Ou est-ce que ce n'est pas une occasion historique de se déterminer ? A ce moment-là, le nouvel ordre, que l'on croyait en train d'être détruit, deviendrait au contraire l'occasion d'une reconstruction, peut-être, d'un ordre différent, peut-être même plus sûr que celui dans lequel nous avons vécu depuis 25 ans. Tout est possible.

En ce qui concerne Trump, là aussi, il faut faire attention aux mots. De façon presque automatique, quand il a dit ce qu'il a dit sur les accords commerciaux, qu'Hillary Clinton avait d'ailleurs dû suivre, on a parlé « d'isolationnisme ». Cela me paraît être un terme inexact. Il n'y a rien, dans la politique de Trump, qui donne l'impression que les États-Unis voudraient se couper du reste du monde. En revanche, on a des signes de brutalité et des signes d'égoïsme. Il ne faut pas confondre l'égoïsme sacré, à l'ancienne, d'une puissance, et la volonté d'imposer des solutions ou de faire des deals fondés sur un intérêt, avec l'isolationnisme. En gros, je pense donc que la plupart des mots employés dans la sphère médiatique occidental-mondialisée sont impropres à définir ce qui est en train de se passer, à définir les risques et à définir des réponses adaptées.

Pour moi, le souci numéro 1, ce serait que les Européens ne soient pas capables de réagir, soient inquiets comme des enfants, en attendant ce qu'il va se passer alors que c'est peut-être le moment d'apporter une réponse européenne, y compris dans l'encadrement de la mondialisation, y compris dans le maintien du libéralisme économique, mais avec des règles, etc. Si les Européens n'en sont pas capables, je ne sais pas qui en sera capable dans la nouvelle conjoncture.